

Partie 1 Généralités

1.1 SECTION INCLUSE

- 1.2 Taxes
- 1.3 Droits, Permis et Certificats
- 1.4 Ordonnancement de la construction
- 1.5 Documents/échantillons à soumettre
- 1.6 Exigences réflementaires
- 1.7 Consignes de sécurité-incendie
- 1.8 Contrôle de la qualité
- 1.9 Matières dangeueuses
- 1.10 Matériaux enlevé
- 1.11Utilité temporaires
- 1.12 Installations de chantier
- 1.13 Ouvrages d'accès et de protection temporaires
- 1.14 Ordonnancement des travaux
- 1.15 Utilisation des facilité et du chantier
- 1.16 Entreposage au chantier
- 1.17 Exigences générales concernant les produits
- 1.18 Protection
- 1.19 Examen et préparation
- 1.20 Exécution des travaux
- 1.21 Gestion des déchets
- 1.22 Documents/éléments à remettre à l'achèvement des travaux
- 1.23 Nettoyage
- 1.24 Couper, rapiécer et remettre à nouveau
- 1.25 Contrôle de sécurité
- 1.26 Escorte de sécurité
- 1.27 Ventilation des coûts

- 1.28 Priorité
- 1.29 Rencontre au chantier
- 1.30 Corrections de control de qualité au chantier
- 1.31 Tondre le gazon
- 1.32 Palissade de la cours de construction
- 1.33 Mobilisation de la grue
- 1.34 Stationnement
- 1.35 Travaux hors du chantier

1.2 TAXES

- .1 Payer toutes les taxes prévues par la loi, y compris les taxes fédérales, provinciales et municipales.

1.3 DROITS, PERMIS ET CERTIFICATS

- .1 Payer tous les droits et obtenir tous les permis. Fournir aux autorités les dessins et les renseignements nécessaires à la délivrance des certificats d'acceptation. Fournir les certificats d'inspection démontrant que l'ouvrage est conforme aux exigences des autorités compétentes.

1.4 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Planifier et exécuter les travaux en dérangeant ou en perturbant le moins possible l'exploitation normale des lieux.
- .2 Lors de l'adjudication du contrat, présenter un calendrier des travaux sous forme de graphiques à barres, précisant les étapes prévues d'avancement des travaux, jusqu'à l'achèvement. Une fois ce calendrier revu et approuvé par le Représentant du Ministère, prendre les mesures nécessaires pour terminer les travaux dans les délais prévus. Ne pas modifier le calendrier des travaux sans en prévenir le Représentant du Ministère.
- .3 Exécuter les travaux pendant « les heures normales de travail », soit du lundi au vendredi entre 7 h et 18 h, ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés.
- .4 Avertir le Représentant du Ministère 48 h avant d'exécuter des travaux pendant les « heures d'inoccupation ».

1.5 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Référencer à la section 01 33 00 - Documents/échantillons à soumettre.

1.6 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Références et Codes
 - .1 Les matériaux doivent être neufs et leur mise en œuvre doit être conforme aux normes minimales applicables des documents de « référence » cités dans les sections du devis, au Code national du bâtiment – Canada 2010 (CNB) et à tous

les code provinciaux et municipaux applicables. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.

- .2 Restrictions relatives à l'usage du tabac
 - .1 Il est interdit de fumer à l'intérieur du bâtiment. Se conformer aux restrictions qui s'appliquent à l'usage du tabac sur la propriété de l'immeuble.
- .3 Découverte de matières dangereuses
 - .1 Si des matériaux appliqués par projection ou à la truelle susceptibles de contenir de l'amiante, des polychlorobiphényles (BPC), des moisissures ou toute autre substance désignée sont découverts au cours des travaux de démolition, interrompre immédiatement ces derniers.
 - .1 Prendre des mesures correctives et en aviser immédiatement le Représentant du Ministère.
 - .2 Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des directives écrites du Représentant du Ministère.

1.7 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada 2010 et au Code national de prévention des incendies – Canada 2010 pour la sécurité des personnes dans le bâtiment en cas d'incendie et pour la protection des bâtiments contre les effets d'un incendie, selon les indications ci-après.
 - .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada (CNB) en ce qui concerne les dispositifs à incorporer dans un bâtiment pendant les travaux de construction, visant la sécurité des personnes et la prévention des incendies.
 - .2 Se conformer au Code national de prévention des incendies – Canada (CNPI) en ce qui concerne les éléments ci-après.
 - .1 L'utilisation et l'entretien continus des dispositifs visant la sécurité-incendie et la prévention des incendies incorporés dans les bâtiments.
 - .2 Les activités exercées qui pourraient présenter des risques d'incendie dans les bâtiments et autour de ces derniers.
 - .3 Les restrictions visant des contenus dangereux dans les bâtiments et autour de ces derniers.
 - .4 La réalisation des plans de sécurité-incendie.
 - .5 La sécurité-incendie sur les chantiers de construction et de démolition.
- .2 Soudage et découpage
 - .1 Avant d'entreprendre des travaux de soudage, brasage, meulage et/ou découpage, obtenir un permis, selon les indications du Représentant du Ministère. Entreposer les liquides inflammables dans des contenants approuvés par la CSA.
 - .2 Au moins une semaine avant de commencer les travaux de découpage, soudage, fournir au Représentant du Ministère:
 - .1 Un avis d'intention, qui indique les appareils affecté, l'heure et la durée d'isolement ou dérivation.
 - .2 Un permis de soudage complété selon la définition dans le CNPI.
 - .3 Retourner le permis de soudage au Représentant du Ministère immédiatement une fois fini les travaux pour laquelle le permis a été émis.
 - .3 Tous les travaux de découpage ou de soudage exécutés à moins de 15 m de matériaux combustibles susceptibles d'être enflammés par radiation ou par

conduction doivent être exécutés en présence d'un agent de sécurité-incendie, tel que défini dans le CNPI.

- .3 Ou les travaux ont besoin d'une interruption ou cause l'activation des alarmes d'incendie ou d'extension d'incendie, ou de protections:
 - .1 Fournir un service de surveillance selon la description dans le CNPI; en générale, le service de surveillance est décrit comme un individu conversant avec les < Consignes d'incendie et de procédures en cas d'urgence>, qui peut effectuer les fonctions de protection incendie dans un endroit inoccupé et non-protéger (sans travaillant) une fois par heure.
 - .2 Retenir les services du manufacturier pour les systèmes de protection d'incendie à la quotidienne ou selon l'approbation du Représentant du Ministère, pour isolé et protéger tous les appareils qui font partie de:
 - .1 les modifications des alarmes d'incendie, système de détection et extension d'incendie; et/ou
 - .2 découpage, soudage ou autres activités de construction qui peuvent activer les systèmes de protection d'incendie.
 - .3 Immédiatement après la complétion des travaux, restaurer les systèmes de protection d'incendie à leurs opérations normales et vérifier que tous les appareils fonctionnent proprement.
 - .4 Informer l'agence de surveillance de système d'alarme d'incendie et les Services d'incendie locaux immédiatement avant l'isolation et immédiatement après la restauration des opérations normales.

1.8 CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

- .1 Laboratoires d'essai
 - .1 Sauf indication contraire, le Représentant du Ministère désignera le laboratoire qui effectuera les inspections et les essais indiqués et assumera les frais de ses services.
 - .2 Fournir des aires de travail sécuritaires et apporter l'aide requise à la réalisation des essais, ce qui comprend la fourniture de matériaux ou de services et la coordination des travaux, selon les besoins du laboratoire d'essai et les directives du Représentant du Ministère.
 - .3 Lorsque les essais révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du devis, l'Entrepreneur doit assumer les frais des essais initiaux et de tous les essais supplémentaires nécessaires pour vérifier l'acceptabilité des corrections apportées.

1.9 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Matières dangereuses : Produit, substance ou organisme susceptible d'avoir des répercussions négatives sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'il est libéré dans l'environnement.
- .2 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, le stockage et l'élimination des matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques (FS).
- .3 Avertir le Représentant du Ministère une semaine avant d'exécuter, dans des bâtiments occupés, des travaux engageant [des substances désignées (Projet de loi 208 de l'Ontario), des substances dangereuses (Code canadien du travail, Partie II, Section 10).

1.10 MATÉRIAUX ENLEVÉ

- .1 Sauf si indiqué autrement, le calfeutrage, poussière, et autres déchets générés par découpages et autres matériaux enlevés et qui ne peuvent pas être utilisés deviennent la propriété de l'Entrepreneur.
- .2 Enlever les déchets et matériaux décrits au par avant immédiatement du chantier.

1.11 SERVICES PUBLICS TEMPORAIRES

- .1 L'Entrepreneur peut utiliser sans frais les services pour l'exécution des travaux, ce qui exclut les coûts de l'électricité requise pour le chauffage temporaire des locaux. Il doit s'assurer que leur capacité est suffisante avant d'imposer des charges supplémentaires, et assumer les frais et l'entière responsabilité du branchement et du débranchement.
- .2 Prévenir le Représentant du Ministère et les entreprises de services publics des interruptions de service prévues, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .3 Prévenir le Représentant du Ministère une semaine avant chaque interruption nécessaire d'un service mécanique ou électrique pendant le déroulement des travaux. Maintenir la durée de ces coupures au minimum. Toutes les coupures doivent avoir lieu après les heures normales de travail des occupants, de préférence les fins de semaine.
- .4 L'Entrepreneur doit s'assurer que toutes les atténuations de bruits et de sécurité sont effectuées tel que requis.
- .5 L'Entrepreneur doit fournir l'eau potable pour les travaux.
- .6 Le propane est interdit pour carburant de réchauffage.

1.12 INSTALLATIONS DE CHANTIER

- .1 Échafaudages d'accès
 - .1 Lorsqu'ils sont prescrits, fournir les dessins de conception requis, signés par un ingénieur qualifié et habilité à exercer dans la province de l'Ontario et portant le sceau de ce dernier.
 - .2 Les modifications et ajouts aux échafaudages doivent être approuvés par écrit par un ingénieur qualifié.
- .2 Entreposage sur le chantier
 - .1 L'espace est limité sur le chantier et l'entreposage hors des endroits de travaux pourrait pas être possible.
 - .2 Le Représentant du Ministère désignera à l'Entrepreneur un espace d'entreposage que ce dernier devra équiper et entretenir à ses frais.
 - .3 Ne pas encombrer inutilement le chantier de matériaux ou de matériel.
 - .4 Déplacer les produits et le matériel entreposés qui nuisent aux travaux du Représentant du Ministère ou d'autres entrepreneurs.
 - .5 L'Entrepreneur doit réserver toute aire supplémentaire nécessaire à l'entreposage ou à l'exécution des travaux et en assumer les frais d'utilisation.
 - .6 Ne pas surcharger ni permettre de surcharger aucune partie de l'ouvrage afin de ne pas compromettre l'intégrité.
- .3 Lorsque les travaux sont de nature à compromettre la sécurité des personnes, prendre les moyens nécessaires pour rétablir provisoirement cette sécurité.

- .4 Des installations sanitaires seront mises à la disposition du personnel de l'Entrepreneur et celui-ci devra les utiliser à l'exclusion de toutes les autres installations; ces installations devront être gardées propres.
- .5 Panneaux indicateurs
 - .1 Fournir des panneaux indicateurs de type courant pour faciliter la circulation des véhicules ou pour transmettre des renseignements ou des instructions, des notices d'emploi du matériel, des consignes de sécurité, etc. Ces panneaux doivent être rédigés dans les deux (2) langues officielles ou utiliser des symboles graphiques faciles à comprendre. Faire approuver cette signalisation par le Représentant du Ministère.
 - .2 Aucune publicité ne sera autorisée pour le présent projet.
 - .3 Le Représentant du Ministère fournira un panneau d'identification du projet afin d'informer les usagers du bâtiment. Disposer le panneau selon les directives du Représentant du Ministère.
 - .4 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les évacuer du chantier une fois ces derniers terminés, ou avant si le Représentant du Ministère le demande.

1.13 OUVRAGES D'ACCÈS ET DE PROTECTION TEMPORAIRES

- .1 Maintenir en fonction les services publics existants et assurer l'accès au chantier au personnel et aux véhicules.
- .2 Palissades
 - .1 Aménager et monter des palissades de chantier temporaires et des passages piétonniers couverts. Prévoir les moyens de protection nécessaires, y compris les panneaux d'affichage et l'éclairage électrique] requis par les autorités compétentes, et assurer l'entretien de ces installations.
- .3 Abris, enceintes et fermetures contre les intempéries : Protéger temporairement les ouvrages jusqu'à l'achèvement des abris, enceintes et fermetures permanentes.
- .4 Réchauffage: Fournir du réchauffage pour maintenir les températures minimales pour les travaux, l'installation et de découpages des matériaux, qui rencontre les exigences du manufacturier et selon la direction du Représentant du Ministère.
- .5 Dispositifs anti-poussière
 - .1 Prévoir des écrans pare-poussière ou des cloisons pour fermer les espaces où sont exécutées des activités génératrices de poussière, afin de protéger les travailleurs, le public et les surfaces ou les secteurs finis de l'ouvrage.
 - .2 Garder ces écrans et les déplacer au besoin jusqu'à ce que ces activités soient terminées.
 - .3 Protéger tout le mobilier se trouvant dans l'aire des travaux au moyen d'une pellicule de polyéthylène de 0,102 mm d'épaisseur durant les travaux de construction. Enlever la pellicule de polyéthylène pendant les périodes d'interruption des travaux et laisser les lieux propres, en ordre et sécuritaires durant les heures d'utilisation normale.
- .6 Concevoir et aménager des ouvrages temporaires permettant d'avoir accès aux secteurs des travaux et d'en sortir, y compris des escaliers, des passerelles, des rampes ou des échelles et des échafaudages, dont les supports ne touchent pas aux surfaces finies, et en assurer l'entretien conformément aux règlements pertinents, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou autres.

- .7 Protection
 - .1 Protéger les ouvrages contre les dommages jusqu'à la prise de possession.
 - .2 Assurer une protection pour éviter que la poussière et la saleté ne se répandent à l'extérieur des limites des travaux.
 - .3 Protéger contre les risques d'accident les ouvriers et les autres utilisateurs des lieux.
- .8 Zones de travail
 - .1 L'Entrepreneur doit accepter d'installer des éléments appropriés de séparation du chantier et d'identification des zones de manière à respecter continuellement les exigences en matière de temps et d'espace pour l'ensemble de la durée du projet. Lorsque le personnel d'exploitation du bâtiment doit avoir accès à du matériel afin d'assurer le bon fonctionnement du bâtiment, l'Entrepreneur doit assurer une coordination et une communication efficace entre les parties concernées.

1.14 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Cordonner les heures de construction avec le Représentant du Ministère pour les travaux pendant l'été et pour des événements spéciales sur les chantiers adjacents.
- .2 La fermeture des chemins permet bonheurs le matin et durant la soirée seulement. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère dix (10) jours en avance de la fermeture.
- .3 Arrêter les véhicules et la machinerie quand elles ne sont pas actives, pour réduire les bruits et la génération de fumées. L'Entrepreneur doit soumettre un plan de sûreté détaillant les mesures utilisées pour réduire les vibrations, les impacts, la poussière, les fumées, qui doit être soumis au Représentant du Ministère (Ingénieur de santé et sécurité au travail) pour revue, au moins 3 semaines avant le commencement des travaux. Les plans devront inclure l'emplacement des générateurs, les compresseurs et autres machines stationnaires extérieures.
- .4 S'assurer que le personnel employé sur le chantier devient familier avec et suit toutes les réglementations de santé et sûreté, incendie, trafic et réglementations de sécurité.
- .5 Le Représentant du Ministère réserve le droit d'arrêter les travaux temporairement pour arrêter les bruits ou opérations bruyantes et la génération de fumées considérée perturbateur aux endroits occupés adjacents.
- .6 Le Représentant du Ministère réserve le droit d'arrêter les travaux dus aux activités opérationnelles. L'Entrepreneur sera avisé 48 heures avant l'activité. Dans l'événement que le Représentant du Ministère (Ingénieur de santé et sécurité au travail) pense qu'il est nécessaire de commander un arrêt des travaux qui est causé par des préoccupations de santé ou de sûreté, les travaux doivent arrêter immédiatement.
- .7 Les commandes d'«Arrêt de travaux» pour des infractions des documents du contrat ou de contravention de règlement de santé et de sûreté ne seront pas considérées comme une période d'arrêt de travaux.

1.15 UTILISATION DES FACILITÉS ET DU CHANTIER

- .1 Toutes les livraisons et enlèvements seront effectués après les heures normales et seulement entre 21:00 hrs et 06:00 hrs.
- .2 Livraisons de matériaux: Référer à l'Article 14. Ordonnancement des travaux.

- .3 Les matériaux sera délivré aux zones de chargement désigné, vider, et immédiatement transporter aux endroits d'entreposage de matériaux désigné. Ne laisser pas les matériaux ou équipement à rester dans l'endroits et zones de chargement.
- .4 Le Représentant du Ministère assignera un endroit près de l'endroit des travaux pour accommodé le conteneur du vidange, ramasser chaque jour.
- .5 Coordonner les livraisons et enlèvement avec les autres Entrepreneur qui travaillent aux chantier.
- .6 Les matériaux seront seulement livré quand qu'ils sont requise pour le projet.

1.16 ENTREPOSAGE AU CHANTIER

- .1 L'entreposage des matériaux doit être coordonner proprement avec le Représentant du Ministère et doit être équipé et maintenu par l'Entrepreneur. Aucune espace d'entreposage sera permise hors du chantier du projet.
- .2 L'entreposage sur le chantier sera seulement accommodé et endroits montré sur les dessins dans l'endroit des travaux.
- .3 Ne grever pas sans raison le chantier avec des matériaux ou de l'équipement.
- .4 Déplacer les produits entreposé ou l'équipement qui interfère avec les opérations du Représentant du Ministère ou avec les autres Entrepreneurs.
- .5 Obtenir ou payer pour l'utilisation de l'entreposage additionnelle ou les endroits de travaux qui sont nécessaire pour les opérations.
- .6 Ne charger pas, ou laisser le chargement de n'importe qu'elle partie des travaux avec un poids ou la force qui va endommagé les travaux.

1.17 EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PRODUITS

- .1 Qualité des travaux
 - .1 Les travaux doivent être exécutés par des travailleurs agréés qualifiés ou par des apprentis, selon les termes de la loi provinciale concernant la formation professionnelle et la qualification de la main-d'œuvre.
 - .2 Les employés inscrits à un programme d'apprentissage provincial pourront exécuter des tâches spécifiques s'ils sont sous la surveillance directe de travailleurs agréés qualifiés.
 - .3 Les tâches permises devront être déterminées selon le degré de formation et selon les aptitudes démontrées pour l'exécution des tâches spécifiques.
- .2 Entreposage, manutention et protection des produits
 - .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant.
 - .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
- .3 Instructions du fabricant : Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.

1.18 PROTECTION

- .1 Protéger temporairement les ouvrages jusqu'à l'achèvement des abris, enceintes et fermetures permanentes.
- .2 Protéger les travaux finis contre les dommages jusqu'à temps que le projet est fini.
- .3 Protéger les travaux adjacents contre la poussière et déchets hors des endroits de travail.
- .4 Éviter la poussière et déchets interférer avec les opérations et autres activités de travaux.
- .5 Fournir des abris de poussière temporaire, barrière et enseignes d'avertissement dans les endroits où les travaux sont adjacents aux endroits utilisés par le public ou les travailleurs du gouvernement.
- .6 Protéger les travailleurs ou autres utilisateurs du chantier de tous les dangers.
- .7 Protéger l'équipement électrique exposé pendant les travaux.

1.19 EXAMEN ET PRÉPARATION

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux et s'assurer de bien connaître les conditions existantes du chantier.
- .2 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations de services publics qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.
- .3 Fournir des photos des propriétés autour du projet, des objets et structures qui pourraient être endommagés ou qui pourraient être au sujet de demande ultérieure.
- .4 Prendre des photos et soumettre aux Représentants du Ministère avant de commencer des travaux à n'importe quel endroit. Assumer la responsabilité pour les dommages qui ne sont pas documentés (existants ou non).
- .5 Prendre des mesures au chantier pour vérifier les dimensions supplémentaires.

1.20 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 Découpage, ragréage et remise en état
 - .1 Découper au besoin les surfaces de l'ouvrage existant pour faire place au nouvel ouvrage.
 - .2 Enlever tous les éléments expressément indiqués ou prescrits.
 - .3 Ragréer et remettre en état les surfaces découpées, endommagées ou défectueuses, à la satisfaction du Représentant du Ministère. Le matériau, la couleur, la texture et le fini doivent s'harmoniser avec ceux des ouvrages existants.
- .2 Sauf prescription contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'Entrepreneur et il doit les retirer du chantier.

1.21 GESTION DES DÉCHETS

- .1 Les conteneurs de déchets/vidanges ne seront pas gardés au chantier au niveau du sol. Enlever les déchets/vidanges en utilisant un camion ou autres véhicules quotidiennement.

ou tel que requise. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère avant d'utiliser le véhicule pour s'assurer les restrictions du chantier pour l'heure, l'emplacement du stationnement, restrictions de poids, ou que les exigences d'approbation sont rencontré.

- .2 Se conformer à la *Loi sur la protection de l'environnement, Règlements de l'Ontario, Règl. de l'Ont. 102/94 – Waste Audits and Waste Reduction Work Plans* et *Règl. de l'Ont. 103/94 – Industrial, Commercial and Institutional Source Separation Programs*, pour ce qui est du programme de gestion des déchets dans le cadre de projets de construction et de démolition.
- .3 Réaliser un « audit des déchets » afin de déterminer quels déchets seront produits lors des activités de construction et de démolition. Rédiger un « plan de réduction des déchets » et mettre en œuvre les principes en vue de la réduction, de la réutilisation/du réemploi et du recyclage des matériaux dans la mesure du possible.
- .4 Fournir un « programme de tri des matériaux à la source » pour démonter et recueillir, d'une manière ordonnée, parmi les « déchets généraux », les « matériaux destinés à une élimination écologique ».
- .5 Soumettre des registres complets de tous les matériaux enlevés du chantier comme « matériaux destinés à une élimination écologique » et comme « déchets généraux », y compris les renseignements ci-après.
 - .1 L'heure et la date des travaux d'enlèvement.
 - .2 La description des matériaux et des quantités.
 - .3 La preuve que les matériaux ont été reçus à un site de traitement des déchets approuvé ou à un site d'élimination des déchets certifié, selon le cas.

1.22 DOCUMENTS/ÉLÉMENTS À REMETTRE À L'ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

- .1 Manuels d'exploitation et d'entretien
 - .1 Deux (2) semaines avant toute séance de formation prévue au calendrier, soumettre au Représentant du Ministère six (6) exemplaires du Manuel d'exploitation et d'entretien approuvé, dans les deux (2) langues officielles, présentées de la façon ci-après.
 - .1 Placer les feuillets dans un cahier à trois (3) anneaux de type « D », à couverture rigide en vinyle, et mesurant 212 x 275 mm. Les cahiers ne doivent pas avoir plus de 75 mm d'épaisseur, ou encore ne doivent pas être remplis plus qu'aux deux tiers.
 - .2 Y ajouter la page frontispice portant le titre « Manuel d'exploitation et d'entretien » ainsi que le nom du projet, la date et la table des matières. Le nom du projet doit également figurer sur la page couverture et sur la tranche du cahier.
 - .3 Regrouper les parties du projet en sections qui suivent l'ordonnancement du devis descriptif. Marquer chaque section au moyen d'onglets étiquetés et recouverts d'un protecteur en celluloïd fixé à des feuillets intercalaires en papier rigide.
 - .2 En plus des données spécifiées, ajouter les renseignements ci-après.
 - .1 Les directives d'entretien relatives aux surfaces et matériaux finis.
 - .2 Un exemplaire des nomenclatures de quincaillerie et de peinture.
 - .3 Description : Les directives d'exploitation du matériel et des réseaux définissant la mise en marche, l'arrêt et les mesures d'urgence, ainsi que tout ajustement fixe ou réglable qui pourrait influencer sur l'efficacité de l'exploitation. Donner les renseignements de la plaque signalétique, tels que la marque, les dimensions, la capacité et le numéro de série.

- .4 Entretien : Utiliser des dessins ou des schémas nets, ou la documentation détaillée du fabricant portant précisément sur les points qui suivent.
 - .1 Les produits de graissage et les calendriers d'application.
 - .2 Les méthodes de dépannage.
 - .3 Les techniques de réglage.
 - .4 Les vérifications de fonctionnement.
- .5 Cette section doit également comporter les noms, adresses, numéros de téléphone et produits des fournisseurs. Pour chaque produit mentionné, fournir une description et le numéro de pièce du fabricant.
- .6 Les diverses garanties donnant les renseignements ci-après.
 - .1 Le titre et l'adresse des projets.
 - .2 La date d'entrée en vigueur de la garantie (date du certificat provisoire d'achèvement des travaux).
 - .3 La durée de la garantie.
 - .4 La description claire et précise de ce qui fait l'objet de la garantie et des mesures correctives à apporter en vertu de la garantie.
 - .5 La signature et le sceau de la personne qui fournit la garantie.
- .7 Tout autre matériau supplémentaire utilisé pour la réalisation du projet et inscrit sous différentes sections avec le nom du fabricant et la source d'approvisionnement.
- .3 Pièces de rechange : Énumérer toutes les pièces de rechange qu'il est recommandé de stocker sur place pour assurer un maximum d'efficacité des travaux. Donner la liste de tous les outils spéciaux destinés à des emplois particuliers. Chaque énumération de pièces ou d'outils doit être accompagnée du nom du fabricant, du numéro de pièce du fabricant et du nom et de l'adresse du fournisseur.
- .4 Ajouter au document un jeu complet des dessins d'atelier définitifs (à reliure distincte) avec indication des corrections et des modifications apportées lors de la fabrication et de l'installation.
- .2 Dossiers d'archives
 - .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'Entrepreneur doit maintenir un état détaillé de tout écart par rapport aux dessins contractuels. Juste avant l'inspection du Représentant du Ministère, préalable à la délivrance du certificat définitif d'achèvement des travaux, fournir au Représentant du Ministère un (1) jeu complet des diazocopies, sur lesquelles tous les changements auront été portés proprement à l'encre. Le Représentant du Ministère fournira deux (2) jeux de diazocopies propres à cette fin.
- .3 Garanties et cautionnements
 - .1 Avant l'achèvement des travaux, recueillir tous les cautionnements et toutes les garanties des fabricants et les remettre au Représentant du Ministère.

1.23 NETTOYAGE

- .1 Nettoyer le secteur des travaux au fur et à mesure de l'avancement des travaux. À la fin de chaque journée de travail, ou plus souvent si le Représentant du Ministère le juge à propos, enlever les rebuts du chantier, ranger soigneusement les matériaux à utiliser et faire le nettoyage des lieux.
- .2 Une fois les travaux terminés, enlever les échafaudages, les dispositifs temporaires de protection et les matériaux de surplus. Réparer les défauts constatés à ce stade.

- .3 Nettoyer et polir les vitrages, les miroirs, les pièces de quincaillerie, les carreaux de céramique, les surfaces chromées ou émaillées, les surfaces de stratifié, les éléments en aluminium, en acier inoxydable ou en émail-porcelaine, les planchers ainsi que les appareils sanitaires. Nettoyer les articles fabriqués conformément aux instructions écrites du fabricant.
- .4 Nettoyer les zones utilisées pour l'exécution des travaux et les remettre dans un état au moins équivalent à celui qui existait avant le début des travaux; le nettoyage doit être approuvé par le Représentant du Ministère.
- .5 Nettoyer les rebords, seuils de fenêtres, clé de voûte, corniches et autres surfaces de projection de saleté et déchets d'animaux avant la démolition et la construction.
- .6 Utiliser des nettoyants écologiques et des méthodes de nettoyer qui n'endommagera pas les surfaces telles que les métaux, peintures, et bois.
- .7 Soumettre des fiches technique pour les produits de nettoyage, les méthodes de nettoyer pour l'approbation du Représentant du Ministère avec de commencer les travaux.

1.24 DÉCOUPAGE, RAPIÉCER ET RÉPARATION

- .1 Obtenir l'approbation écrite du Représentant du Ministère avec de couper les surfaces existantes pour accommodé les travaux.
- .2 Ou les coupes sont permises: couper avec des coupes net, droites, et avec bords lisses ou selon la direction du Représentant du Ministère.
- .3 Rapiécer et réparer les surfaces coupé, endommagé ou perturbé, à l'approbation du Représentant du Ministère. Assortir les matériaux existantes, couleur, finis et texture.
- .4 Enlever tous les items montré ou spécifié.
- .5 Couper les surfaces existantes selon les exigences pour accommodé les nouveaux travaux.
- .6 Les travaux comprennent la modification d'une construction existante. Incluent pour la découpe, ajustage, ajustements aux quantités, fourniture d'accessoires et toutes les mesures nécessaires pour tenir compte des déviations d'emplacement et de la nature des travaux existants.

1.25 CONTRÔLE DE SÉCURITÉ

- .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux seront soumis à des contrôles de sécurité. Obtenir les autorisations requises, selon les exigences, pour toutes les personnes qui doivent se présenter sur les lieux des travaux.
- .2 Les membres du personnel seront vérifié tous les jours au début du quart de travail et donné une passe, qui doit être portée à tous temps. La passe doit être retourné à la fin du quart de travail et personnel vérifié.

1.26 ESCORTE DE SÉCURITÉ

- .1 Tous les membres du personnel affectés aux présents travaux doivent être accompagnés d'un agent de sécurité lorsqu'ils effectuent des travaux dans des zones interdites au public pendant les heures normales de travail. Ils doivent être escortés dans tous les secteurs pendant les heures d'inoccupation.

- .2 Soumettre toute demande d'escorte au Représentant du Ministère au moins 10 jours à l'avance. Dans le cas des demandes soumises dans les délais prescrits, le coût de l'escorte sera payé par le Représentant du Ministère. Dans le cas des demandes tardives, le coût sera imputé à l'Entrepreneur.
- .3 Toute demande d'escorte peut être annulée sans frais si l'avis est donné au moins quatre (4) heures avant le moment prévu. Si l'avis d'annulation est reçu trop tard, le coût de l'escorte sera imputé à l'Entrepreneur.
- .4 Le coût sera calculé selon le taux horaire moyen d'un agent de sécurité, pour une période d'au moins huit (8) heures dans le cas d'une demande tardive, et d'au moins quatre (4) heures dans le cas d'un avis d'annulation donné trop tard.
- .5 Les points d'accès régulière sera le quai de décharge du l'édifice où tout doit s'enregistré avec le commissionnaire.

1.27 VENTILATION DES COÛTS

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du Représentant du Ministère. Une fois approuvée par le Représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

1.28 PRIORITÉ

- .1 Lorsqu'il s'agit de travaux exécutés pour le gouvernement fédéral, les sections de la Division 01 ont priorité sur les sections techniques des autres divisions du devis de projet.

1.29 RENCONTRE AU CHANTIER

- .1 Organiser la réunion de projet hebdomadaire pour discuter le progrès, l'horaire et les questions du projet. L'entrepreneur prendra et distribuer le procès-verbal de la réunion. Prendre des dispositions pour les sous-traitants sera présent aux réunions au besoin.
- .2 Dans les 10 jours après l'attribution du contrat, demander une réunion des parties au contrat pour discuter et résoudre les responsabilités et les procédures administratives.

1.30 CORRECTIONS DE CONTROL DE QUALITÉ AU CHANTIER

- .1 Effectuer les travaux en utilisant des travaillant qualifié avec une licence ou avec apprentissage selon l'acte Provinciale qui respecte les qualification et apprentissage des main d'œuvre professionnelle.
- .2 Permettre aux employé enregistré dans un programme d'apprentissage Provinciale à effectuer les travaux seulement sous la supervision directe des travaillant qualifié et licencié.
- .3 Déterminer les activité et les tâches permise des apprentis, basé sur le niveau d'entraînement et la démonstration de leur habilité surveillé des tâches spécifique.

1.31 TONDRE LE GAZON

- .1 L'entrepreneur doit faire tondre régulièrement des zones de pelouse existantes à préserver, garder l'herbe à une hauteur maximale de, tel qu'ordonné par le Représentant

du Ministère, dans les limites du chantier, afin d'assurer la zone de travail ne devienne pas négligée au fil du temps.

1.32 PALISSE DE LA COURS DE CONSTRUCTION

- .1 Ériger des clôtures site temporaire en utilisant le système Modular, barrière de champ de construction panélisté avec maille d'acier galvanisé. Panneaux modulaires de 2,300 mm de hauteur en 16-GUE profilés tubulaires, en acier galvanisé et mèche de fils d'acier 6-GUE galvanisé soudé aux sections profilés tubulaires. La clôture sera supporté sur les semelles de fondation en béton. Ajouter maille verte en plastique à la maille d'acier galvanisée pour atténuer l'impact visuel de l'escrime de site.
- .2 Clôtures doivent être en bon état et de couleur uniforme.
- .3 Soumettre l'emplacement de la clôture, le type de signalisation et emplacements des deux pour l'approbation du Représentant du Ministère au plus tard 10 jours après l'approbation du contrat.
- .4 Si le passage des piétons est bloqué par les enveloppes du chantier, un autre chemin doit être indiqué avec une signalisation appropriée.

1.33 MOBILISATION DE LA GRUE

- .1 Grue ne doit ne pas être laissé en permanence sur le chantier.
- .2 Confirmer avec le Représentant du Ministère les restrictions sur l'heure de la journée, des endroits pour mettre en place, les restrictions de poids, autorisations d'accès.
- .3 Incluent le temps de la grue sur place dans le calendrier de construction.
- .4 Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour amener la grue sur le chantier.
- .5 Soumettre toute demande au Représentant du Ministère au moins 10 jours à l'avance.

1.34 STATIONNEMENT

- .1 Il n'y a pas de stationnement permanent sur le chantier.
- .2 Entrepreneur à prendre des dispositions pour le stationnement temporaire selon les besoins, avec le Représentant du Ministère.

1.35 TRAVAUX HORS DU CHANTIER

- .1 Sur l'approbation du Représentants du Ministère, objets en bronze peuvent être enlevé pour emporté aux ateliers chauffé hors chantier pour les travaux de restauration, à la place de restauration sur place à l'intérieur des édifices chauffées étanche.
- .2 Rencontré les exigences d'enlèvement hors chantier selon la direction du Représentant du Ministère.

1.36 ACCÈS ET SORTIE

- .1 L'entrepreneur accepte d'installer une séparation adéquate du chantier et d'identification afin de maintenir "Temps et espace" à tous les moments de la duré du projet et lorsque le personnel de TPSGC opérations de construction ou des entrepreneurs d'entretien réglementation provinciale doivent avoir accès à des motifs ou des équipements,

coordination et une bonne communication doit exister entre toutes les parties concernées.

1.37 POUDRE DE DISPOSITIFS ACTIONNÉS

Utiliser de la poudre de dispositifs actionnés seulement après la réception de l'approbation écrite du Représentant du Ministère.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Une étude sur la présence de substances désignées pour restaurer les éléments en bronze à la Cour suprême du Canada, située au 301 rue Wellington, Ottawa, Ontario, a été menée afin de répondre aux exigences de l'article 124 de la Partie II du *Code canadien du travail* (CCT) qui stipule que l'employeur veille à la protection de ses employés en matière de santé et de sécurité au travail. De plus, l'article 125(1)(z.14) du *Code canadien du travail* stipule que l'employeur, dans la mesure où il contrôle la tâche, est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires pour que soient portés à l'attention de toute personne — autre qu'un de ses employés — admise dans le lieu de travail, les risques connus ou prévisibles auxquels sa santé et sa sécurité peuvent être exposées. Elle est aussi réalisée conformément aux exigences de l'article 30 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario, Lois refondues de l'Ontario de 1990, chapitre 0.1*. En ayant à sa disposition un Rapport sur les Substances Désignées (RSD), le représentant ministériel de TPSGC sera en mesure de renseigner ses employés, ses entrepreneurs et les locataires de l'édifice au sujet des substances désignées qui peuvent être présentes et être possiblement dérangées au cours du projet. Le représentant ministériel informé sera alors en mesure d'imposer les précautions appropriées en matière de santé et sécurité pour toutes les personnes concernées.
- .2 Ci-dessous les substances désignées identifiées dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* et les règlements correspondants
 - .1 **Acrylonitrile** : "Substances désignées"
Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)
 - .2 **Arsenic** : "Substances désignées"
Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)
 - .3 **Amiante** :
 - .1 "Substances désignées - "
Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)
 - .2 "General – Waste Management"
Règl. de l'Ont. 347/90 (tel que modifié)
 - .3 "Substances désignées dans les chantiers de construction, les édifices et les travaux de réparation"

- Règl. de l'Ont. 278/05 (tel que modifié)*
Politique de TPSGC PM- 057
'Gestion de l'amiante'
- .4 **Benzène** : "Substances désignées *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .5 **Émissions de four à coke** : "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .6 **Oxyde d'éthylène** : "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .7 **Isocyanates** : "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .8 **Plomb** :
- .1 "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .2 "General – Waste Management" *Règl. de l'Ont. 347/90 (tel que modifié)*
- .3 *Règlement sur les revêtements de la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation, DORS/2005-109 (tel que modifié)*
- .9 **Mercure**:
- .1 "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- 2 "General – Waste Management" *Règl. de l'Ont. 347/90 (tel que modifié)*
- .10 **Silice** : "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .11 **Chlorure de vinyle** : "Substances désignées" *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*
- .3 Tous les entrepreneurs qui demandent des soumissions à des sous-traitants doivent leur remettre le présent rapport. Ce rapport doit être lu dans son entièreté avec le texte et les tableaux

1.2 DATE DE VALIDITÉ

- .1 L'étude du secteur visé par le présent rapport a été menée le 21 mai 2014 par Cyprien Amani, Analyste environnemental, Direction générale des biens immobiliers de TPSGC.
- .2 Les emplacements spécifiques de l'étendue du projet sont :

- Le monument de Louis Saint- Laurent
- Deux statues (Veritas & Justitia)
- Deux torches
- Deux mats
- Huit lampes autour du périmètre

Cet emplacement est situé à la [Cour suprême](#) du Canada, au 301 rue Wellington, Ottawa, Ontario. La portée du travail proposé consiste à restaurer les éléments en bronze dans la cour de la Cour suprême du Canada comprenant les travaux de métallurgie, de maçonnerie et des travaux mineurs d'électricité.

.1 L'étendue des travaux décrits dans ce rapport comprend l'inspection visuelle des matériaux de construction et leurs contenus pour déceler la présence de substances désignées dans les secteurs visés en date du 21 mai 2014.

.2 À la suite de l'inspection visuelle, des échantillons de matériaux soupçonnés de contenir les substances désignées ci-dessus ont été prélevés. Un total de trois (3) échantillons de matériaux en vrac soupçonnés de contenir de l'amiante (MCA) ont été prélevés, et un (1) échantillon de matériau de peinture en vrac soupçonné de contenir du plomb ont été prélevés. Les échantillons de MCA sont prélevés pour répondre aux exigences du *Règl. de l'Ont. 278/05 tel que modifié*.

Les échantillons ont été soumis pour analyse au laboratoire d'Exova (accrédité par l'Association canadienne d'accréditation des laboratoires (ACAL) et le programme d'accréditation national volontaire de laboratoire (PANVL) une Association canadienne de laboratoires d'analyse environnementale (ACLAE) situé au 146 Chemin Colonnade, Unité 8, Nepean, Ontario.

Les échantillons d'amiante en vrac ont été analysés en utilisant la microscopie à lumière polarisée (MLP). Cette méthode d'analyse est conforme avec la méthode de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (US EPA) 600/R-93/116.

L'analyse de plomb des échantillons de peinture a été complétée en utilisant le plasma à couplage inductif, la spectrométrie

- de masse (PCI-SM) selon la méthode U.S EPA Method 6010-C.
- .3 L'inspection visuelle et l'échantillonnage étaient limités aux secteurs qui étaient facilement accessibles. L'étude ne comprenait pas d'essai destructif, mais il est toutefois recommandé d'en faire avant de procéder à toute démolition majeure. Le type de construction du bâtiment limite l'exhaustivité de la recherche de substances désignées dangereuses. Ainsi, l'étude ne comprenait pas la démolition de plafonds, de plâtre ou de mur ou d'autres endroits pour inspecter les éléments dissimulés. Aucun espace en clos n'a été inspecté dans le cadre de la présente étude.
- .4 Il se peut que les substances désignées susmentionnées soient présentes dans des endroits non accessibles et dans des espaces dissimulés (c.-à-d., dans les cavités des murs et des plafonds), ou dans des espaces clos. Aucun autre endroit à l'extérieur des limites définies dans l'étendue des travaux n'a été inspecté.
- .5 Avant le début des travaux, on doit s'assurer auprès du représentant ministériel qu'aucune autre substance désignée n'a été apportée dans le secteur visé.
- .6 L'étude porte également sur les biphényles polychlorés (BPC) et les halocarbures; toutefois, on exclu les autres substances pouvant être utilisées quotidiennement dans de l'équipement ou des secteurs spécialisés du bâtiment (c'est-à-dire écran plombé, vapeurs, hotte, etc.).
- .7 Il se peut que certains matériaux existent mais n'aient pu être raisonnablement identifiés dans le cadre de la présente évaluation ou n'aient pas été apparents lors des visites précédentes. Si des substances désignées devaient être trouvées au cours de la démolition, les travaux doivent être arrêtés, des mesures de prévention prises, et le Représentant Ministériel doit être informé immédiatement. **Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites.**

PARTIE 2 – SUBSTANCES DÉSIGNÉES -

2.1 RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

- .1 **ACRYLONITRILE:** non identifié

.2 **ARSENIC:** non identifié

.3 **AMIANTE:** non identifié

L'amiante est un matériau qu'on trouve dans la nature; autrefois, il entrait dans la composition de plusieurs matériaux employés dans l'industrie de la construction. On l'utilise fréquemment dans l'isolation thermique de tuyaux et de chaudières, dans l'ignifugation des charpentes métalliques et dans la fabrication de carreaux pour planchers et d'enduits pour murs et plafonds. Les matériaux qui contiennent de l'amiante se divisent en deux catégories: les friables et les non friables. Les matériaux qui contiennent de l'amiante friable sont fragiles et peuvent facilement s'émietter par une simple pression des doigts. Les matériaux contenant de l'amiante non friable sont durables et renferment un liant comme le ciment, la résine vinylique et le bitume.

Des échantillons en vrac prélevés le 21 mai 2014 de matériaux situés dans la zone de projet ont été analysés pour l'amiante. Les résultats d'analyse indiquent que les matériaux soupçonnés de contenir de l'amiante n'en contiennent pas. Le tableau 1 suivant résume les résultats d'analyse des échantillons en vrac prélevés au cours de l'inspection du site.

Tableau 1 – Résultats des analyses d'amiante par microscopie en lumière polarisée (MLP)

Numéro d'échantillon	Matériau	Emplacement	Type d'amiante	Teneur en amiante (%)
SCCSTLAURENT-AS-1A	Mortier	Base du monument en bronze de Saint-Laurent	n/d	s/o
SCCSTLAURENT-AS-1B			n/d	s/o
SCCSTLAURENT-AS-1C			n/d	s/o

n/d = non décelé, s/o =sans objet

.4 **BENZÈNE:** non identifié

.5 **ÉMISSIONS DE FOUR À COKE:** non identifiées

.6 **OXYDE D'ÉTHYLÈNE:** non identifié

.7 **ISOCYANATES:** non identifiés

.8 **PLOMB:** identifié

Le plomb est un matériau qu'on trouve dans la nature. Avant 1980, on l'utilisait surtout dans la peinture pour accélérer le séchage. La peinture contenant du plomb peut constituer un danger lorsqu'elle vieillit ou est endommagée, parce qu'elle produit de la poussière ou des éclats qui renferment du plomb. On trouve également du plomb dans les

joints brasés de la tuyauterie jusqu'au milieu des années 1990 et dans les anciens emboîtements et les tulipes en fonte.

.1 Selon le *Règlement sur les revêtements DORS/2005-109 de la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation (tel que modifié)*, les concentrations admissibles de plomb dans les revêtements de surface est de 90 mg/kg qui est équivalent à 90 parties par million (ppm)

.2 Même à de très basses concentrations, il pourrait exister des potentiels d'exposition à des niveaux très élevés de plomb dépendant des activités menées qui perturberaient les matériaux contenant du plomb. A des concentrations basses de plomb, conduire une évaluation de risques pour évaluer le potentiel d'exposition est exigé pour déterminer la nécessité de suivre les mesures de précaution.

.3 Des échantillons représentatifs de peinture grise , pris le 21 mai 2014 de la zone de projet, ont été analysés pour le plomb. Les résultats analytiques indiquent que l'échantillon de peinture grise (SCCSFLAGPOLE -Pb-1) dans la zone de projet a une teneur en plomb au-dessus du seuil de 90 ppm décrit dans le *Règlement sur les revêtements DORS/2005-109 de la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation (tel que modifié)*. Les résultats sont résumés dans le tableau 2 ci-bas.

Table 3: Résultats des analyses de plomb par couplage inductif à plasma - spectrométrie de masse (CIP-SM)

Numéro d'échantillon	Description	Emplacement	Teneur en plomb (ppm)
SCCSFLAGPOLE -Pb-1	Peinture grise	Mat, placé en direction Ouest	3840

Les articles en gras excèdent la limite de 90 ppm pour le plomb selon le *Règlement sur les revêtements de la Loi sur la sécurité des produits de consommation DORS/2005-109* (tel que modifié).

.9 **MERCURE:** non identifié

.10 **SILICE:** identifiée

La silice cristalline libre est présente dans le béton dans la zone du projet.

.11 **CHLORURE DE VINYLE:** non identifié

.12 **BIPHÉNYLES POLYCHLORÉS (BPC):** non identifiés

.13 **HALOCARBURES:** non identifiés

2.2 RECOMMANDATIONS

1 PLOMB

- .1 Si des matériaux contenant du plomb sont dérangés (ex. travaux de ponçage, meulage, polissage ou découpage), il faut alors prendre les précautions appropriées stipulées dans le *Règlement de l'Ontario 490/09* (tel que modifié) « Substance désignée – Plomb », et ses modifications, de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* doivent être suivies.
- .2 Sous le *Règl. de l'Ont. 490/09 (tel que modifié)*, des limites réglementaires ont été établies pour les valeurs limites d'exposition professionnelle au plomb aéroporté qui peut être présent dans un milieu de travail. La valeur moyenne d'exposition pondérée par le temps de travail (VMEPT) à la poussière ou la fumée du plomb atmosphérique ne doit pas excéder la limite du Ministère du Travail de 0.05 milligrammes par mètre cube (mg/m³) durant l'enlèvement des peintures et des produits contenant n'importe quelle concentration du plomb. Le VMEPT représente la concentration moyenne pondérée en fonction du temps pour une durée conventionnelle de 8 heures de travail par jour et 40 heures de travail par semaine durant laquelle il est assumé que tous les travailleurs peuvent être exposés, d'une façon répétée, jour après jour, sans effet majeur sur leur santé.
- .3 Les entrepreneurs qui effectuent de tels travaux sur des matériaux contenant du plomb doivent s'assurer que les travailleurs ne sont pas exposés à des concentrations de poussière de plomb en suspension dans l'air supérieures à la moyenne pondérée en fonction du temps et à la concentration maximale d'exposition pour la peinture au plomb. Il est à noter que l'utilisation de chalumeaux ou d'outils mécaniques sur des matériaux à base de plomb augmente la concentration d'émanations ou de poussières de plomb en suspension dans l'air et, par conséquent, requiert une protection respiratoire accrue et des méthodes de travail contrôlées.
- .4 Le Ministère du Travail de l'Ontario (MT) a publié un document intitulé: *Directives concernant l'exposition au plomb sur les chantiers de construction*. Ce document classe toutes les perturbations des matériaux susceptibles de contenir du plomb comme travaux Type 1, Type 2a, Type 2b, Type 3a ou Type 3b, en se basant sur la concentration en plomb présumée dans l'air générée lors de l'exécution des travaux pour lesquelles sont définies les procédures du travail. Quoique ce document ne soit pas un

règlement, les inspecteurs du Ministère du Travail de l'Ontario l'utilisent comme guide lors de l'inspection des sites.

- .5 L'élimination des déchets de construction contenant du plomb est régie par le *Règl. de l'Ont. 347/90*(tel que amendé) de la *Loi sur la protection de l'environnement de l'Ontario*. La classification des déchets dépend des résultats de l'essai ou des essais de lixiviation. Les déchets peuvent être classés comme des «déchets dangereux», des «déchets non dangereux» ou des «déchets solides assujettis à l'inscription», selon les résultats obtenus lors des essais de lixiviation.

2 SILICE

.1 . La silice cristalline est régie par le Règlement 490/09 (tel que modifié) de la *Loi sur la sécurité et la santé au travail*.

.2 La poussière de silice peut être produite lors de travaux tels que dynamitage, broyage, concassage et décapage au jet de sable de matériaux contenant de la silice. Comme la silice est supposément présente dans le béton, les structures de maçonnerie, les cloisons sèches et l'enduit dans le secteur visé, on devra fournir une protection respiratoire et une ventilation appropriées pendant la démolition et la modification de ces structures.

.3 La Direction de la Santé et Sécurité au Travail du Ministère de Travail de l'Ontario a publié le document intitulé: *Directives: La silice sur les chantiers de construction*. Ce document classe les perturbations des matériaux susceptibles de contenir de la silice comme Type 1, Type 2 et Type 3 et attribue différents niveaux de protection respiratoire et les procédures de travail pour chaque classification. Ces procédures de travail doivent être suivies lors de l'exécution de tout travail impliquant la perturbation des matériaux susceptibles de contenir de la silice.

3 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur doit examiner le rapport de substances désignées et prendre les précautions nécessaires pour veiller à la santé et à la sécurité des travailleurs et ainsi protéger l'environnement. En vertu de l'article 30 (4) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario*, la personne chargée d'engager l'entrepreneur (c.-à-d., le Représentant Ministériel) doit s'assurer que l'entrepreneur et le sous-traitant (le cas échéant) reçoivent une copie du rapport de substances désignées avant de conclure un contrat pour la réalisation des travaux dans le

cadre du projet. En vertu de l'article 27 (2) (a, b, et c) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario*, le superviseur doit, sur les lieux du travail, prendre toutes les précautions raisonnables afin d'assurer la protection d'un travailleur. Si vous avez des questions concernant le rapport de substances désignées, veuillez communiquer avec le Représentant Ministériel.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 GÉNÉRALITÉS

1.1 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du ministère, aux fins d'examen. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
- .3 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).
- .4 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques (SI) ou encore que les caractéristiques ne soient pas données en unités métriques (SI), des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .5 Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au Représentant du Ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés en rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .6 Aviser par écrit le Représentant du Ministère, au moment du dépôt des documents et des échantillons, des écarts que ceux-ci présentent par rapport aux exigences des documents contractuels, et en exposer les motifs.
- .7 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages adjacents touchés par les travaux.
- .8 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces complètes et exactes.
- .9 Le fait que les documents et les échantillons soumis soient examinés par le Représentant du Ministère ne dégage en rien l'Entrepreneur de sa responsabilité de transmettre des pièces conformes aux exigences des documents contractuels.
- .10 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.

1.2 DESSINS D'ATELIER ET FICHES TECHNIQUES

- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Les dessins doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou détenant une licence lui permettant d'exercer au Canada, dans la province de l'Ontario.
- .3 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de

montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux dessins d'avant-projet.

- .4 Laisser trois (3) jours au Représentant du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
- .5 Les modifications apportées aux dessins d'atelier par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .6 Apporter aux dessins d'atelier les changements qui sont demandés par le Représentant du Ministère en conformité avec les exigences des documents contractuels. Au moment de soumettre les dessins de nouveau, aviser le Représentant du Ministère par écrit des modifications qui ont été apportées en sus de celles exigées.
- .7 Ne commencer pas à manufacturer ou commander les matériaux avec les dessins d'atelier ont été revu par le représentant du Ministère.
- .8 Soumettre pour l'approbation du représentant du Ministère, des copies électroniques de chaque dessins d'atelier en format PDF, non-secure, avec un DPI au minimum 300, avec orientation pour être capable de le voir correctement sur l'écran d'un ordinateur avec les feuilles en ordre de séquence dans le PDF.
- .9 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi, en deux (2) exemplaires, contenant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 la division et le numéro de section le dessin d'atelier est soumis pour;
 - .5 la désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;
 - .6 toute autre donnée pertinente.
- .10 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :
 - .1 la date de préparation et les dates de révision;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes :
 - .1 le sous-traitant;
 - .2 le fournisseur;
 - .3 le fabricant;
 - .4 l'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des documents contractuels;
 - .5 les détails pertinents visant les portions de travaux concernées :
 - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
 - .4 les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;
 - .5 les caractéristiques de performance;
 - .6 les normes de référence;
 - .7 la masse opérationnelle;
 - .8 les schémas de câblage;

- .9 les schémas unifilaires et les schémas de principe;
- .10 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .11 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le Représentant du Ministère en a terminé la vérification.
- .12 Soumettre une (1) copie électronique des dessins d'atelier prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences raisonnables du Représentant du Ministère.
- .13 Si aucun dessin d'atelier n'est exigé en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, soumettre une (1) copie électronique des fiches techniques ou de la documentation du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant du Ministère.
- .14 Soumettre une (1) copie électronique des rapports des essais prescrits dans les sections techniques du devis et exigés par le Représentant du Ministère.
 - .1 Le rapport signé par le représentant officiel du laboratoire d'essai doit attester que des matériaux, produits ou systèmes identiques à ceux proposés dans le cadre des travaux ont été éprouvés conformément aux exigences prescrites.
 - .2 Les essais doivent avoir été effectués dans les trois (3) années précédant la date d'attribution du contrat.
- .15 Soumettre une (1) copie électronique des certificats prescrits dans les sections techniques du devis et exigés par le Représentant du Ministère.
 - .1 Les documents, imprimés sur du papier de correspondance officielle du fabricant et signés par un représentant de ce dernier, doivent attester que les produits, matériaux, matériels et systèmes fournis sont conformes aux prescriptions du devis.
 - .2 Les certificats doivent porter une date postérieure à l'attribution du contrat et indiquer la désignation du projet.
- .16 Soumettre une (1) copie électronique des instructions du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant du Ministère.
 - .1 Documents préimprimés décrivant la méthode d'installation des produits, matériels et systèmes, y compris des notices particulières et des fiches signalétiques indiquant les impédances, les risques ainsi que les mesures de sécurité à mettre en place.
- .17 Soumettre une (1) copie électronique des rapports des contrôles effectués sur place par le fabricant, prescrits dans les sections techniques du devis et exigés par le Représentant du Ministère.
- .18 Rapports des essais et des vérifications ayant été effectués par le représentant du fabricant dans le but de confirmer la conformité des produits, matériaux, matériels ou systèmes installés aux instructions du fabricant.
- .19 Soumettre une (1) copie électronique des fiches d'exploitation et d'entretien prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant du Ministère.
- .20 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux travaux.
- .21 En sus des renseignements courants, fournir tous les détails supplémentaires qui s'appliquent aux travaux.
- .22 Vérifier les fiches techniques du produit contre les sections des documents du contrat applicable.
- .23 Lorsque les dessins d'atelier ont été vérifiés par le Représentant du Ministère et

qu'aucune erreur ou omission n'a été décelée ou que seules des corrections mineures ont été apportées, le transparent les imprimés est sont retournés, et les travaux de façonnage et d'installation peuvent alors être entrepris. Si les dessins d'atelier sont rejetés, la ou les copies annotées sont retournées et les dessins d'atelier corrigés doivent de nouveau être soumis selon les indications précitées avant que les travaux de façonnage et d'installation puissent être entrepris.

1.3 ÉCHANTILLONS

- .1 Soumettre deux (2) échantillons de produits aux fins d'examen, selon les prescriptions des sections techniques du devis. Étiqueter les échantillons en indiquant leur origine et leur destination prévue.
- .2 Expédier les échantillons port payé au bureau d'affaires du au bureau de chantier du Représentant du Ministère.
- .3 Aviser le Représentant du Ministère par écrit, au moment de la présentation des échantillons de produits, des écarts qu'ils présentent par rapport aux exigences des documents contractuels.
- .4 Lorsque la couleur, le motif ou la texture fait l'objet d'une prescription, soumettre toute la gamme d'échantillons nécessaires.
- .5 Les modifications apportées aux échantillons par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .6 Apporter aux échantillons les modifications qui peuvent être demandées par le Représentant du Ministère tout en respectant les exigences des documents contractuels.
- .7 Les échantillons examinés et approuvés deviendront la norme de référence à partir de laquelle la qualité des matériaux et la qualité d'exécution des ouvrages finis et installés seront évaluées.

1.4 ÉCHANTILLONS DE L'OUVRAGE

- .1 Réaliser les échantillons de l'ouvrage requis demandé spécifiquement dans le devis. Inclut pour les sections de travaux qui exige la provision des échantillons.
- .2 Préparer les échantillons pour la revue du représentant du ministère promptement et dans la séquence en ordre pour ne pas retarder les travaux.
- .3 La faillite de préparer les échantillons avec amplement de temps n'est pas considéré une raison pour une extension au temps du contrat et réclamation pour cette raison ne sera pas permis.
- .4 Préparer les échantillons dans les endroits désigné par le représentant du Ministère.
- .5 Préparer les échantillons dans la présence du représentant du Ministère quand demandé par le représentant du Ministère.
- .6 Les section de devis identifie si un échantillons peut rester et faire partie des travaux ou si il faut l'enlevé et quand. Si il n'est pas indiqué, enlevé l'échantillon après la revue et approbation par le représentant du Ministère.

1.5 DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE

- .1 Soumettre, tous les mois avec le rapport d'avancement des travaux, une (1) copie du dossier de photographies numériques de haute résolution, en formatJPG, présenté sur support électronique et sur support papier.
- .2 Identification du projet : désignation et numéro du projet et date de prise de la photo.
- .3 Nombre de points de vue : quatre (4).

- .1 Les points de vue et leur emplacement seront déterminés par le Représentant du Ministère.
- .4 Fréquence de soumission des photos : toutes les semaines.
 - .1 Une fois les travaux de fondation d'excavation de montage de l'ossature et d'installation des canalisations d'utilités terminés mais avant que les ouvrages soient dissimulés et selon les directives du Représentant du Ministère.

1.6 CERTIFICATS ET PROCES-VERBAUX

- .1 Soumettre les documents exigés par la commission de la santé et de la sécurité au travail pertinente immédiatement après l'attribution du contrat.
- .2 Soumettre les copies des polices d'assurance immédiatement après l'attribution du contrat.

PARTIE 2- PRODUITS

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

Partie 1 Généralités

1.1 Sections connexes

- .1 Section 01 00 10 – **Instructions générales.**

1.2 Références

- .1 Santé Canada/Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
 - .1 Fiches signalétiques (FS).
- .2 Province de l'Ontario.
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité au travail, L.R.O. 1990 et ce, compte tenu du modificatif c. O.1, en date du 1^{er} juillet 2010.
 - .2 Loi sur la santé et la sécurité en milieu de travail et Règlements sur des projets de construction; il s'agit ici du règlement ontarien 213/91 et de ses modificatifs en date du 1^{er} janvier 2010.

1.3 Documents et échantillons à soumettre

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 00 10 – Instructions générales.
- .2 Soumettre, au plus tard sept (7) jours après la date de signification de l'ordre d'exécution et avant la mobilisation de la main-d'oeuvre, un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après :
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques/dangers pour la sécurité propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité figurant dans le plan des travaux.
- .3 Soumettre au Représentant du Ministère, 3 (trois) exemplaires des rapports de l'inspection de santé et de sécurité effectuée sur le chantier par le représentant autorisé de l'Entrepreneur.
- .4 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral et provinciaux.
- .5 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .6 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT conformément à la section 01 00 10– Instructions générales.
- .7 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les 4 jours suivant la réception de ce document. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant du Ministère au plus tard 2 jours après réception des observations du Représentant du Ministère.
- .8 L'examen par le Représentant du Ministère du plan final de santé et de sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et de sécurité durant les travaux de construction.

- .9 Surveillance médicale : Là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.
- .10 Plan d'intervention en cas d'urgence : énoncer les procédures et les marches à suivre en cas de situation d'urgence sur le chantier.
- 1.4 Production de l'avis de projet**
 - .1 Avant le début des travaux, envoyer l'avis de projet aux autorités provinciales compétentes.
- 1.5 Évaluation des risques/dangers**
 - .1 Faire une évaluation des risques/dangers pour la sécurité présents sur ce chantier en ce qui a trait à l'exécution des travaux.
- 1.6 Réunions**
 - .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant du Ministère avant le début des travaux, et en assurer la direction.
- 1.7 Exigences des organismes de réglementation**
 - .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 00 00 – Instructions générales.
- 1.8 Conditions du terrain/de mise en oeuvre**
 - .1 Le personnel chargé des travaux sur le chantier sera exposé aux éléments suivants :
 - .1 Silice.
- 1.9 Exigences générales**
 - .1 Rédiger un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur l'évaluation préalable des risques/dangers, avant d'entreprendre les travaux. Mettre ce plan en application et en assurer le respect en tous points jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
 - .2 Le Représentant du Ministère peut transmettre ses observations par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger la soumission d'un plan révisé qui permettra de corriger ces anomalies ou d'éliminer ces préoccupations.
- 1.10 Responsabilité**
 - .1 Assumer la responsabilité de "constructeur" tel que décrit dans la Loi et règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail pour les projets de construction de l'Ontario.
 - .2 Respecter, et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de santé et de sécurité préparé pour le chantier.

1.11 Exigences de conformité

- .1 Se conformer à la Loi et règlements sur la santé et la sécurité en milieu de travail pour les projets de construction de l'Ontario , O.Reg. 213/91.
- .2 Se conformer au CSA, Z462-12 - Sécurité en matière d'électricité au travail.
- .3 Se conformer au CSA-Z460-10 - Maîtrise des énergies dangereuses: Cadenassage et autres methods.

1.12 Risques/dangers imprévus

- .1 En présence de conditions, de risques/dangers ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente(s) et en informer le Représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.13 Affichage des documents

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente(s), et en consultation avec le Représentant du Ministère.

1.14 Correctif en cas de non conformité

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.15 Arrêt des travaux

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et à la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

FIN DE LA SECTION